

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1435

[2006/201234]

16 MARS 2006. — Décret modifiant le Livre I^{er} du Code de l'Environnement pour ce qui concerne le droit d'accès du public à l'information en matière d'environnement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose la Directive 2003/4/C.E. du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la Directive 90/313/C.E.E. du Conseil.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives*

Art. 2. Les articles D.10 à D.20 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement sont remplacés par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE I^{er}. — *Objectifs et champ d'application*

Art. D.10. Le droit d'accès à l'information relative à l'environnement détenue par les autorités publiques est assuré à tout membre du public, sans qu'il soit obligé de faire valoir un intérêt.

Les autorités publiques diffusent et mettent à la disposition du public les informations relatives à l'environnement qu'elles détiennent.

Sans préjudice de l'application des dispositions relatives aux procédures d'information, de consultation et de participation de la population et du voisinage, le présent titre a pour objectifs :

1° de garantir le droit d'accès aux informations environnementales détenues par les autorités publiques ou pour leur compte et de fixer les conditions de base et les modalités pratiques de son exercice;

2° de veiller à ce que les informations environnementales soient d'office rendues progressivement disponibles et diffusées auprès du public afin de parvenir à une mise à disposition et une diffusion systématiques aussi larges que possible de ces dernières auprès du public. A cette fin, il convient de promouvoir l'utilisation, entre autres, des technologies de télécommunication informatique ou des technologies électroniques, lorsqu'elles sont disponibles.

Art. D.11. Au sens du présent titre, on entend par :

1° "autorité publique" : l'une des personnes ou institutions suivantes, relevant des compétences de la Région wallonne :

a. toute personne de droit public, toute autorité administrative, tout service administratif ou tout organe consultatif public;

b. tout particulier ou toute personne morale de droit privé qui gère un service public en rapport avec l'environnement.

Les personnes et institutions précitées ne sont pas des autorités publiques au sens du présent titre lorsqu'elles exercent une fonction juridictionnelle ou collaborent à l'administration de la justice;

2° "demandeur" : tout membre du public;

3° "information détenue par une autorité publique" : toute information environnementale qui est en la possession de cette autorité et qui a été reçue ou établie par elle;

4° "information détenue pour le compte d'une autorité publique" : toute information environnementale qui est matériellement détenue par une personne physique ou morale pour le compte d'une autorité publique.

En ce qui concerne les informations détenues par les autorités publiques ou pour le compte de celles-ci, le présent titre ne concerne que les documents établis ou recueillis en vue de l'application d'une réglementation édictée par la Région wallonne ou, antérieurement aux lois de réformes institutionnelles, par l'Etat, dans une des matières relevant de la compétence régionale visées au 5° du présent article;

5° "information environnementale" : toute information, détenue par une autorité publique ou pour son compte, disponible sous forme écrite, visuelle, sonore, électronique ou toute autre forme matérielle, concernant :

a. l'état des éléments de l'environnement, tels que l'air et l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, les paysages et les sites naturels, y compris les biotopes humides, les zones côtières et marines, la diversité biologique et ses composantes, y compris les organismes génétiquement modifiés, ainsi que l'interaction entre ces éléments;

b. des facteurs, tels que les substances, l'énergie, le bruit, les rayonnements ou les déchets, les émissions, les déversements et autres rejets dans l'environnement, qui ont ou sont susceptibles d'avoir des incidences sur les éléments de l'environnement visés au point *a.*;

c. les mesures, y compris les mesures administratives, telles que les politiques, les dispositions législatives, les plans, les programmes, les accords environnementaux et les activités ayant ou susceptibles d'avoir des incidences sur les éléments et les facteurs visés aux points *a.* et *b.*, ainsi que les mesures ou activités destinées à protéger ces éléments;

d. les rapports sur l'application de la législation environnementale;

e. les analyses coûts-avantages et autres analyses et hypothèses économiques utilisées dans le cadre des mesures et activités visées au point *c.*;

f. l'état de la santé humaine, la sécurité, y compris, le cas échéant, la contamination de la chaîne alimentaire, le cadre de vie, le patrimoine, pour autant qu'ils soient ou puissent être altérés par l'état des éléments de l'environnement visés au point *a.*, ou, par l'intermédiaire de ces éléments, par l'un des facteurs, mesures ou activités visés aux points *b.* et *c.*;

6° "public" : une ou plusieurs personnes physiques ou morales, ainsi que les associations, organisations et groupes rassemblant ces personnes.

CHAPITRE II. — *Information passive ou sur demande**Section 1^{re}. — Principe*

Art. D.12. Sous réserve des exceptions prévues aux articles D.18, § 1^{er}, et D.19, § 1^{er}, le droit visé à l'article D.10, alinéa 1^{er}, est assuré conformément au présent chapitre.

Art. D.13. L'information environnementale peut notamment être :

- consultée sur place, ou;
- délivrée sous forme de copie du document dans lequel l'information demandée est consignée ou par courrier électronique.

La consultation sur place des informations demandées est gratuite.

Le prix éventuellement réclamé pour la délivrance de l'information ne peut dépasser le coût du support de l'information et de sa communication et doit être communiqué au demandeur au moment de sa demande.

Art. D.14. § 1^{er}. Toute demande d'information environnementale écrite indique de façon appropriée son objet. Toute demande verbale faite sur place est consignée par l'autorité publique dans un registre spécialement tenu à cet effet. Lorsque la demande est faite sur place, le demandeur indique son nom et son adresse et contresigne l'inscription dans le registre.

§ 2. L'autorité publique accuse réception de la demande d'information dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande d'information.

L'accusé de réception mentionne clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur et précise le délai dans lequel les informations environnementales pourront lui être fournies conformément à l'article D.16, § 1^{er}.

Art. D.15. § 1^{er}. L'autorité publique met à disposition du demandeur les informations environnementales demandées :

- a.* dès que possible et, au plus tard, dans le mois qui suit la réception de la demande, ou
- b.* dans les deux mois qui suivent la réception de la demande, lorsque le volume et la complexité des informations sont tels que le délai d'un mois visé au point *a.* ne peut être respecté.

En pareil cas, l'autorité publique informe dès que possible et, en tout état de cause, avant la fin du délai d'un mois visé au point *a.*, de toute prolongation du délai et des motifs de cette prolongation.

§ 2. Si une demande d'information est formulée d'une manière trop générale, l'autorité publique invite le demandeur dès que possible et, au plus tard, avant l'expiration du délai prévu au § 1^{er}, point *a.*, à la préciser davantage et l'aide à cet effet de manière adéquate.

§ 3. Lorsqu'une demande d'information environnementale porte sur l'article D.11, 5^o, *b.*, l'autorité publique y répond en indiquant, le cas échéant, l'endroit où les indications concernant les procédés de mesure, en ce compris les procédés d'analyse, de prélèvement et de préparation des échantillons, utilisés pour la collecte de ces informations, peuvent être trouvées ou en faisant référence à une procédure standardisée.

Art. D.16. § 1^{er}. Lorsque le demandeur réclame la mise à disposition d'une information environnementale sous une forme ou dans un format particulier, l'autorité publique communique l'information sous cette forme ou dans ce format, sauf dans les cas suivants :

- a.* l'information est disponible sous une autre forme ou dans un autre format facilement accessible par le demandeur, ou
- b.* l'autorité publique est fondée à mettre à la disposition du public l'information sous une autre forme ou dans un autre format, auquel cas les motifs de la mise à disposition sous une autre forme ou dans un autre format sont indiqués.

Les motifs de refus de mise à disposition des informations, en partie ou en totalité, sous la forme ou dans le format demandé, sont communiqués dans le délai visé à l'article D.15, § 1^{er}, *a.*

§ 2. Aux fins d'application du présent article, l'autorité publique conserve les informations environnementales qu'elle détient ou qui sont détenues pour son compte, sous des formes ou des formats facilement reproductibles et accessibles par des moyens de télécommunication informatique ou autres voies électroniques.

Art. D.17. § 1^{er}. L'autorité publique veille à ce que des registres ou des listes des informations environnementales détenues par elle ou pour son compte soient établis, tenus à jour et accessibles au public et comprennent notamment des indications claires sur l'endroit où ces informations sont mises à disposition. L'accès à ces registres ou listes est gratuit.

§ 2. L'autorité publique veille, de manière générale, à aider, conseiller et orienter tout demandeur à la recherche d'une information environnementale, notamment par l'établissement et la tenue à jour d'outils pour la consultation des informations demandées. Elle informe également le demandeur de manière adéquate des droits que le présent titre lui confère selon les conditions et modalités qu'il détermine.

Elle peut indiquer des points de contact ou des responsables en matière d'information.

Le Gouvernement peut déterminer les règles d'application des obligations visées au présent article.

Section 2. — Exceptions à la mise à disposition

Art. D.18. § 1^{er}. Tout pouvoir public, qu'il s'agisse d'une autorité publique au sens du présent titre, ou d'une institution relevant d'un autre niveau de pouvoir que la Région wallonne, peut rejeter une demande d'information environnementale dans les cas suivants :

- a.* l'information demandée n'est pas détenue par l'autorité publique à laquelle la demande est adressée ou pour son compte. En pareil cas, lorsque l'autorité publique sait que l'information est détenue par une autre autorité publique ou pour son compte, elle transmet dès que possible la demande à cette autre autorité et en informe le demandeur ou lui indique auprès de quelle autorité celui-ci pourra obtenir l'information demandée; si l'autorité à laquelle est transmise la demande est soumise à l'application du présent titre, elle est réputée saisie en application de celui-ci, à partir du moment où elle reçoit la demande qui lui est transmise;

- b. la demande est manifestement abusive;
- c. la demande est formulée de manière trop générale, même après l'application de l'article D.15, § 2;
- d. la demande concerne des documents en cours d'élaboration ou des documents ou données inachevés. Dans ce cas, l'autorité publique désigne l'autorité qui élabore les documents ou données en question et indique le délai jugé nécessaire pour les finaliser;
- e. la demande concerne des communications internes.

§ 2. Les motifs de refus visés au § 1^{er} sont interprétés de manière restrictive en tenant compte de l'intérêt que présente pour le public la divulgation de l'information. Dans chaque cas particulier, l'autorité publique met en balance l'intérêt public servi par la divulgation avec l'intérêt servi par le refus de divulguer.

Art. D.19. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions nationales applicables en Région wallonne, le droit d'accès à l'information garanti par le présent titre peut être limité dans la mesure où son exercice est susceptible de porter atteinte, dans la sphère des compétences de la Région wallonne :

- a. à la confidentialité des délibérations des autorités publiques;
- b. aux relations internationales et à la sécurité publique;
- c. à la bonne marche de la justice, à la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou à la capacité d'une autorité publique de mener une enquête à caractère pénal ou disciplinaire;
- d. à la confidentialité des informations commerciales ou industrielles, lorsque cette confidentialité est légalement prévue afin de protéger un intérêt économique légitime, y compris l'intérêt public lié à la préservation de la confidentialité des statistiques et du secret fiscal;
- e. à des droits de propriété intellectuelle;
- f. à la confidentialité des données à caractère personnel ou des dossiers concernant une personne physique, si cette personne n'a pas consenti à la divulgation de ces informations;
- g. aux intérêts ou à la protection de toute personne qui a fourni les informations demandées sur base volontaire sans y être contrainte par décret ou sans que le décret puisse l'y contraindre, à moins que cette personne n'ait consenti à la divulgation de ces données;
- h. à la protection de l'environnement auquel se rapportent les informations.

Tout pouvoir public, qu'il s'agisse d'une autorité publique au sens du présent titre ou d'une institution relevant d'un autre niveau de pouvoir que la Région wallonne, peut faire valoir ces motifs de limitation.

§ 2. Les motifs de limitation visés au § 1^{er} sont interprétés de manière restrictive en tenant compte de l'intérêt que présente pour le public la divulgation de l'information. Dans chaque cas particulier, l'autorité publique met en balance l'intérêt public servi par la divulgation avec l'intérêt servi par le refus de divulguer.

L'autorité publique ne peut refuser une demande en vertu du § 1^{er}, *a.*, *d.*, *f.*, *g.* et *h.*, lorsqu'elle concerne des informations relatives à des émissions dans l'environnement.

Art. D.20. § 1^{er}. Les documents font l'objet d'une communication partielle, lorsqu'il est possible d'en éliminer les mentions dont la diffusion porterait atteinte aux intérêts visés à l'article précédent ou à l'article D.18, § 1^{er}, *d.* et *e.*

§ 2. Des motifs tirés de la confidentialité des données et/ou dossiers à caractère personnel ou de la confidentialité commerciale ou industrielle portant sur des faits qui sont personnels au demandeur ne peuvent pas lui être opposés.

Art. D.20.1. § 1^{er}. Tout refus total ou partiel de communication des informations sur la base des articles D.18, § 1^{er}, et D.19, § 1^{er}, fait l'objet d'une décision motivée et est notifié par écrit au demandeur, dans le délai fixé à l'article D.15, § 1^{er}, *a.*, ou, le cas échéant, dans le délai fixé à l'article D.15, § 1^{er}, *b.*

§ 2. La notification de refus doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur conformément à la section III du présent chapitre.

Art. D.20.2. Le Gouvernement fixe le modèle des documents à utiliser afin de permettre aux autorités publiques de répondre aux exigences des articles D.14, § 2, D.16, § 1^{er}, D.18, § 1^{er}, D.19, § 1^{er}, D.20, § 1^{er}, et D.20-1.

Section 3. — Procédure de rectification et recours

Art. D.20.3. § 1^{er}. La Commission de recours est composée de six membres effectifs nommés par le Gouvernement, à savoir :

- 1° un président justifiant d'une expérience d'au moins cinq ans dans la magistrature ou en qualité d'avocat;
- 2° deux membres justifiant d'une expérience administrative, dans le niveau 1, d'au moins cinq ans et présentés par le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;
- 3° un membre justifiant d'une expérience administrative, dans le niveau 1, d'au moins cinq ans et présenté par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions;
- 4° deux membres présentés, sur listes doubles, par le CWEDD.

§ 2. Le Gouvernement nomme, pour chaque effectif, un suppléant, en respectant les conditions et la procédure prévues pour la nomination des effectifs.

Le président suppléant et les membres suppléants siègent lorsque le président effectif ou le membre effectif dont ils assument la suppléance est empêché.

§ 3. Chaque mandat a une durée de cinq ans à compter de la date de l'arrêt de nomination. Il est renouvelable.

En cas de vacance d'un mandat survenant avant son expiration, le successeur est nommé pour la durée restant à courir du mandat.

Art. D.20.4. Le siège de la Commission de recours est fixé dans les locaux de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

La Commission de recours est assistée d'un secrétaire désigné par le directeur général de la D.G.R.N.E., parmi les agents relevant de celle-ci.

La Commission de recours établit son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement peut arrêter des modalités complémentaires de fonctionnement de la Commission de recours et prévoir des jetons de présence.

Art. D.20.5. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale qui constate qu'une information environnementale détenue par une autorité publique ou pour son compte et qui est relative soit à l'état de l'environnement tel que visé à l'article D.11, 5^o, *a.*, soit à ses activités, est inexacte ou incomplète, peut demander la suppression des erreurs ou la correction de l'information.

La demande écrite et argumentée constitue une pièce qui doit être jointe au dossier pour en faire partie intégrante.

§ 2. L'autorité publique est tenue d'accuser réception de la demande de suppression des erreurs ou de correction de l'information dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande.

Cet accusé de réception doit mentionner clairement les possibilités et les modalités de recours dont dispose le demandeur, et préciser le délai dans lequel les erreurs seront supprimées ou les corrections effectuées.

§ 3. L'autorité procède à la suppression des erreurs ou à la correction de l'information dans un délai d'un mois à dater de la demande. A défaut, le demandeur peut introduire un recours conformément aux articles D.20.5 à D.20.11.

Art. D.20.6. Tout demandeur qui considère que sa demande d'information a été ignorée, abusivement ou indûment rejetée, en tout ou en partie, ou bien qu'elle a été insuffisamment prise en compte ou n'a pas été traitée conformément au présent chapitre, peut introduire un recours auprès de la Commission de recours pour le droit d'accès à l'information en matière d'environnement contre les actes ou omissions de l'autorité publique concernée.

Le recours est formé par requête adressée au secrétariat de la Commission de recours par lettre recommandée à la poste ou par tout autre moyen conférant date certaine et définie par le Gouvernement. Le recours doit être formé dans les quinze jours de la réception de la notification de la décision contestée ou, en l'absence d'une telle décision, dans les quinze jours qui suivent l'expiration des délais prévus à l'article D.15.

Art. D.20.7. La requête énonce :

1^o l'identité et le domicile du requérant;

2^o l'identité et le siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3^o l'objet de la demande d'information ou de la demande de la suppression des erreurs ou de la correction des informations;

4^o les moyens du recours.

Le requérant produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles et un inventaire détaillé des informations qu'il aurait partiellement reçues.

Art. D.20.8. Dans les dix jours de la réception de la requête, le secrétaire de la Commission de recours adresse au requérant un accusé de réception, transmet copie du recours à l'autorité publique concernée et requiert de celle-ci la communication des pièces du dossier et de tous renseignements et documents qu'il jugera utiles.

L'autorité publique concernée transmet au secrétaire copie des pièces, renseignements, documents ou données demandés, dans les quinze jours de la demande, en y joignant, le cas échéant, une note d'observations.

Doivent de toute façon être communiquées au secrétaire de la Commission de recours les données auxquelles le requérant a demandé à avoir accès, sans obtenir satisfaction.

Art. D.20.9. La Commission de recours siège à huis clos.

Elle peut convoquer et entendre le requérant, l'autorité concernée ainsi que toute personne concernée par la demande. Ceux-ci peuvent se faire représenter ou assister par une personne de leur choix.

La Commission de recours peut entendre tout expert qu'elle juge utile de consulter. Elle peut aussi exiger du requérant ou de l'autorité publique concernée la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles.

Art. D.20.10. La Commission de recours ne délibère et ne décide valablement que si le président et trois autres membres au moins sont présents.

Le président ou le membre de la Commission de recours qui, à propos d'un dossier, n'offre pas des garanties d'impartialité suffisantes doit se récuser avant l'examen du dossier.

Les décisions de la Commission de recours sont prises à la majorité des voix des membres présents; l'abstention n'est pas permise. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Les membres de la Commission de recours sont tenus au secret des délibérations et des informations dont la confidentialité doit être préservée en vertu de l'article D.19 et dont ils viendraient à avoir connaissance à l'occasion de l'exercice de cette fonction.

Art. D.20.11. La Commission de recours prend sa décision dans le mois qui suit la réception de la requête. Elle peut toutefois, par décision motivée, proroger ce délai; la ou les prorogations ne peuvent excéder un total de quarante-cinq jours.

Art. D.20.12. Outre sa motivation, la décision comporte la mention :

1^o de l'identité et du domicile du requérant;

2^o de l'identité et du siège de l'autorité publique à laquelle la demande d'information a été faite;

3^o le cas échéant, des nom, prénom, domicile et qualité des personnes qui les ont représentés ou assistés;

4^o le cas échéant, de la convocation, de la comparution et de l'audition des personnes entendues;

5^o le cas échéant, du dépôt d'observations écrites;

6^o du prononcé, de sa date et du lieu où il est intervenu;

7^o du délai fixé par la Commission de recours en tenant compte des divers intérêts en présence, à l'expiration duquel le requérant peut exercer le droit à l'information qui lui est reconnu à l'issue de la procédure de recours.

La décision est signée par le président et le secrétaire.

Art. D.20.13. La décision est notifiée au requérant, à l'autorité publique contre laquelle le recours a été dirigé et à toute personne concernée qui a été entendue conformément à l'alinéa 2 de l'article D.20-9.

Art. D.20.14. § 1^{er}. Les délais prévus par le présent chapitre prennent cours le lendemain de la réception de la pièce qui fait courir le délai.

La pièce envoyée sous pli recommandé à la poste est considérée comme reçue le premier jour ouvrable qui suit la remise du pli à la poste.

La date de la poste fait foi pour l'envoi de toute pièce de procédure.

§ 2. Le jour de l'échéance est compté dans le délai.

Toutefois, lorsque le dernier jour prévu pour faire un acte de procédure est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

CHAPITRE III. — *Information active*

Section 1^{re}. — Principe

Art. D.20.15. § 1^{er}. Afin de fournir au public une information claire et objective, les autorités publiques organisent les informations environnementales en rapport avec leurs fonctions et qu'elles détiennent ou qui sont détenues pour leur compte, en vue de permettre leur diffusion active et systématique, au moyen, notamment, des technologies de télécommunication informatique et/ou des technologies électroniques, lorsqu'elles sont disponibles.

§ 2. Les informations mises à disposition du public au moyen des technologies de télécommunication informatique et des technologies électroniques n'incluent pas nécessairement des informations recueillies avant l'entrée en vigueur du présent titre sauf si elles sont déjà disponibles sous forme électronique.

§ 3. Les autorités publiques veillent à ce que les informations environnementales deviennent progressivement disponibles dans des bases de données électroniques auxquelles le public peut avoir facilement accès par le biais des réseaux de télécommunications publics.

Art. D.20.16. Dans la mesure utile à l'exercice de leurs fonctions, les autorités publiques mettent au minimum à disposition du public et diffusent auprès de celui-ci les informations environnementales suivantes :

a. les textes des traités, conventions et accords internationaux auxquels la Région wallonne est partie, ainsi que de la législation communautaire, nationale, régionale, provinciale et locale concernant l'environnement ou s'y rapportant;

b. les politiques, plans et programmes qui ont trait à l'environnement;

c. les rapports sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments visés aux points *a.* et *b.* lorsque ces rapports sont élaborés ou conservés sous forme électronique par les autorités publiques;

d. les rapports sur l'état de l'environnement;

e. les données ou résumés des données recueillies dans le cadre du suivi des activités ayant ou susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement;

f. les autorisations qui ont un impact significatif sur l'environnement, ainsi que les accords environnementaux, ou une indication de l'endroit où les informations peuvent être demandées ou trouvées;

g. les études d'incidences sur l'environnement et les évaluations de risques concernant les éléments de l'environnement visés à l'article D.11, 5^o, *a.*, ou une indication de l'endroit où les informations peuvent être demandées ou trouvées.

Le Gouvernement peut préciser les modalités de mise à disposition de ces informations environnementales par les autorités publiques.

Art. D.20.17. Les autorités publiques sont présumées satisfaire aux obligations découlant du présent chapitre lorsqu'elles créent des liens avec les sites Internet sur lesquels les informations peuvent être trouvées.

Lorsqu'une autorité publique a connaissance d'une menace imminente pour la santé ou l'environnement, qu'elle soit imputable à des activités humaines ou qu'elle soit due à des causes naturelles, cette autorité publique diffuse le plus rapidement possible aux personnes qui risquent d'être touchées toutes les informations qui sont en sa possession et qui sont susceptibles de permettre au public de prendre des mesures pour prévenir ou limiter d'éventuels dommages.

Section 2. — Exceptions

Art. D.20.18. Les exceptions prévues aux articles D.18, § 1^{er}, et D.19, § 1^{er}, s'appliquent en ce qui concerne les obligations imposées par le présent chapitre. »

Art. 3. L'article D.4 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est abrogé.

Art. 4. A l'article 2 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration, les mots "le décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement" sont remplacés par les mots "les articles D.10 à D.20.18 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement".

Art. 5. A l'article L1561-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les mots "ne s'applique pas aux matières visées par les articles D.10 à D.20.18 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement." Il sont insérés entre le mot "titre" et les mots "ne préjudicie pas".

Art. 6. A l'article L3211-3 du même Code, les 4^o et 5^o sont supprimés.

Art. 7. A l'article L3231-3 du même Code, le dernier alinéa est supprimé.

Art. 8. A l'article L3231-5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots "y compris en cas de décision explicite de rejet visée à l'article L3231-3, alinéa 5," sont supprimés.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et d'entrée en vigueur*

Art. 9. Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux demandes d'information, de copie et de consultation de documents détenus par une autorité publique ou pour son compte, ni aux demandes de correction de l'information ou de suppression des erreurs introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 16 mars 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Documents du Conseil 309 (2005-2006), n^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique du 15 mars 2006.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1435

[2006/201234]

16. MÄRZ 2006 — Dekret zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, was das Recht der Öffentlichkeit auf den Zugang zu Umweltinformationen betrifft (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret setzt die Richtlinie 2003/4/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2003 über den Zugang der Öffentlichkeit zu Umweltinformationen und zur Aufhebung der Richtlinie 90/313/EWG des Rates um.

KAPITEL I — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 2 - Die Artikel D.10 bis D.20 des Buches I des Umweltgesetzbuches werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«KAPITEL I — *Zielsetzungen und Anwendungsbereich*

Art. D.10 - Das Recht auf Zugang zu bei den öffentlichen Behörden vorhandenen Umweltinformationen ist jedem Mitglied der Öffentlichkeit gesichert, ohne dass es ein Interesse gelten lassen muss.

Die öffentlichen Behörden verbreiten die Informationen bezüglich der Umwelt, die in ihrem Besitz sind, und stellen sie der Öffentlichkeit zur Verfügung.

Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen in Bezug auf die Verfahren zur Information, Befragung und Beteiligung der Bevölkerung und der Nachbarschaft hat der vorliegende Titel zum Zweck:

1° das Recht auf Zugang zu bei den öffentlichen Behörden vorhandenen oder für sie bereitgehaltenen Umweltinformationen zu sichern und die Grundbedingungen und die praktischen Modalitäten zu dessen Ausübung festzusetzen;

2° dafür zu sorgen, dass die Umweltinformationen von Amts wegen stufenweise verfügbar gemacht und in der Öffentlichkeit verbreitet werden, um eine so breite wie möglich systematische Zurverfügungstellung und Verbreitung Letzterer in der Öffentlichkeit zu erreichen. Zu diesem Zweck gibt es Anlass, u.a. die Verwendung der Technologien in Sachen computergestützte Telekommunikation oder der elektronischen Technologien zu fördern, wenn diese verfügbar sind.

Art. D.11 - Im Sinne des vorliegenden Titels gelten folgende Definitionen:

1° "öffentliche Behörde": eine der nachstehenden Personen oder Einrichtungen, die in den Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region fallen:

a. jede Person öffentlichen Rechts, jede administrative Behörde, jede administrative Dienststelle oder jedes öffentliche Beratungsorgan;

b. jede Privatperson oder jede juristische Person privaten Rechts, die einen mit der Umwelt verbundenen öffentlichen Dienst verwaltet.

Die vorerwähnten Personen und Einrichtungen sind keine öffentlichen Behörden im Sinne des vorliegenden Titels, wenn sie eine gerichtliche Funktion ausüben oder wenn sie an der Verwaltung der Justiz mitwirken;

2° "Antragsteller": jedes Mitglied der Öffentlichkeit;

3° "bei einer öffentlichen Behörde vorhandene Informationen": jede Umweltinformation, die im Besitz dieser Behörde ist und die Letztere erhalten bzw. festgestellt hat;

4° "für eine öffentliche Behörde bereitgehaltene Informationen": jede Umweltinformation, die faktisch durch eine natürliche bzw. juristische Person für eine öffentliche Behörde bereitgehalten wird.

Was die bei öffentlichen Behörden vorhandenen oder für sie bereitgehaltenen Informationen angeht, betrifft der vorliegende Titel nur die Dokumente, die im Hinblick auf die Anwendung einer durch die Wallonische Region oder - vor den Gesetzen zur Reform der Institutionen - durch den Staat verkündeten Regelung in einem der in den Zuständigkeitsbereich der Region fallenden Bereiche, die unter 5° des vorliegenden Artikels erwähnt werden, erstellt oder erhoben worden sind.

5° "Umweltinformationen": sämtliche bei einer öffentlichen Behörde vorhandene oder für sie bereitgehaltene Informationen in schriftlicher, visueller, akustischer, elektronischer oder sonstiger materieller Form über:

a. den Zustand von Umweltbestandteilen wie Luft und Atmosphäre, Wasser, Boden, Land, Landschaft und natürliche Lebensräume einschließlich Feuchtgebiete, Küsten- und Meeresgebiete, die Artenvielfalt und ihre Bestandteile, einschließlich genetisch veränderter Organismen, sowie die Wechselwirkungen zwischen diesen Bestandteilen;

b. Faktoren wie Stoffe, Energie, Lärm, Strahlungen oder Abfälle, Emissionen, Ableitungen oder sonstiges Freisetzen von Stoffen in die Umwelt, die sich auf die unter Buchstabe a. genannten Umweltbestandteile auswirken oder wahrscheinlich auswirken;

c. Maßnahmen, einschließlich Verwaltungsmaßnahmen, wie z.B. Politiken, gesetzliche Bestimmungen, Pläne, Programme, Umweltvereinbarungen und Tätigkeiten, die sich auf die unter den Buchstaben a. und b. genannten Umweltbestandteile und -faktoren auswirken oder wahrscheinlich auswirken, sowie Maßnahmen oder Tätigkeiten zum Schutz dieser Elemente;

d. Berichte über die Umsetzung des Umweltrechts;

e. Kosten/Nutzen-Analysen und sonstige wirtschaftliche Analysen und Annahmen, die im Rahmen der unter Buchstabe c. genannten Maßnahmen und Tätigkeiten verwendet werden;

f. den Zustand der menschlichen Gesundheit, die Sicherheit gegebenenfalls einschließlich der Kontamination der Lebensmittelkette, die Bedingungen für menschliches Leben sowie Kulturstätten und Bauwerke in dem Maße, in dem sie vom Zustand der unter Buchstabe a. genannten Umweltbestandteile oder - durch diese Bestandteile - von den unter den Buchstaben b. und c. aufgeführten Faktoren, Maßnahmen oder Tätigkeiten betroffen sind oder sein können;

6° "Öffentlichkeit" eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen und die Vereinigungen, Organisationen oder Gruppen, denen diese Personen angehören.

KAPITEL II — *Passive oder auf Anfrage gegebene Informationen*

Abschnitt 1 — Grundsatz

Art. D.12 - Unbeschadet der in den Artikeln D.18 § 1 und D.19 § 1 vorgesehenen Ausnahmen wird das in Artikel D.10 Absatz 1 erwähnte Recht gemäß dem vorliegenden Kapitel gewährleistet.

Art. D.13 - Die Umweltinformationen können u.a.:

- an Ort und Stelle eingesehen werden, oder;

- als Abschrift des Dokumentes, in dem die angeforderten Informationen stehen, oder per elektronische Post gegeben werden.

Die Einsichtnahme in die angeforderten Informationen an Ort und Stelle ist kostenlos.

Der für die Aushändigung der Informationen eventuell angeforderte Preis kann die Kosten für deren Träger und deren Mitteilung nicht übertreffen und muss dem Antragsteller zum Zeitpunkt seines Antrags mitgeteilt werden.

Art. D.14 - § 1 - In jeder schriftlichen Anfrage um Umweltinformationen wird deren Gegenstand auf angemessene Weise angegeben. Jede an Ort und Stelle mündlich gemachte Anfrage wird durch die öffentliche Behörde in einem speziell zu diesem Zweck geführten Register festgehalten. Wenn die Anfrage an Ort und Stelle gemacht wird, gibt der Antragsteller seinen Namen und seine Anschrift an und unterzeichnet er die Eintragung im Register.

§ 2 - Die öffentliche Behörde bestätigt den Empfang der Anfrage um Informationen innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang der Anfrage um Informationen.

In der Empfangsbestätigung werden die Einspruchsmöglichkeiten und -modalitäten, über die der Antragsteller verfügt, deutlich angegeben und die Frist, innerhalb welcher ihm die Umweltinformationen gemäß Artikel D.16 § 1 gegeben werden können, erwähnt.

Art. D.15 - § 1 - Die öffentliche Behörde stellt dem Antragsteller die angeforderten Umweltinformationen zur Verfügung:

a. so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb eines Monats nach Eingang des Antrags, oder

b. innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Antrags, falls die Information derart umfangreich und komplex ist, dass die unter Buchstabe a. genannte einmonatige Frist nicht eingehalten werden kann.

In diesem Fall teilt die öffentliche Behörde die Verlängerung der Frist unter Angabe der Gründe für diese Verlängerung so bald wie möglich, in jedem Fall jedoch vor Ablauf der unter Punkt a. erwähnten einmonatigen Frist, mit.

§ 2 - Ist ein Antrag zu allgemein formuliert, so fordert die Behörde den Antragsteller so bald wie möglich, spätestens jedoch innerhalb der in Absatz 1 Punkt a. vorgesehenen Frist, auf, den Antrag zu präzisieren, und unterstützt ihn dabei auf angemessene Weise.

§ 3 - Wenn eine Anfrage um Umweltinformationen Artikel D.11 5° *b.* betrifft, antwortet die öffentliche Behörde darauf, indem sie gegebenenfalls den Ort angibt, wo die Angaben in Bezug auf die Messverfahren, einschließlich der Verfahren zur Analyse, Entnahme und Vorbereitung der für die Sammlung dieser Informationen verwendeten Proben, zu finden sind, oder indem sie auf ein standardisiertes Verfahren hinweist.

Art. D. 16 - § 1 - Falls ein Antragsteller eine Behörde ersucht, ihm Umweltinformationen in einer bestimmten Form oder einem bestimmten Format zugänglich zu machen, so entspricht die öffentliche Behörde diesem Antrag, es sei denn:

a. die Informationen sind in einer anderen, dem Antragsteller leicht zugänglichen Form bzw. einem anderen, dem Antragsteller leicht zugänglichen Format verfügbar, oder;

b. es ist für die öffentliche Behörde angemessen, die Informationen in einer anderen Form bzw. einem anderen Format zugänglich zu machen; in diesem Fall sind die Gründe für die Wahl dieser anderen Form bzw. dieses anderen Formats anzugeben.

Die Gründe, aus denen es abgelehnt wird, die Informationen auszugsweise oder vollständig in der gewünschten Form oder dem gewünschten Format zugänglich zu machen, sind innerhalb der in Artikel D.15 § 1 *a.* genannten Frist mitzuteilen.

§ 2 - Zur Durchführung des vorliegenden Artikels bewahrt die öffentliche Behörde die bei ihr vorhandenen oder für sie bereitgehaltenen Umweltinformationen in unmittelbar reproduzierbaren und über Computer-Telekommunikationsmittel oder andere elektronische Mittel zugänglichen Formen oder Formaten auf.

Art. D.17 - § 1 - Die öffentliche Behörde sorgt dafür, dass Register oder Listen der bei ihr vorhandenen oder für sie bereitgehaltenen Umweltinformationen erstellt, aktualisiert und der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt werden und dass sie u.a. deutliche Angaben über den Ort, wo diese Informationen verfügbar sind, enthalten. Der Zugang zu diesen Registern oder Listen ist kostenlos.

§ 2 - Die öffentliche Behörde sorgt auf allgemeine Weise dafür, dass sie jeden Antragsteller unterstützt, berät und orientiert, der auf der Suche nach einer Umweltinformationen ist, insbesondere durch den Aufbau und die Unterhaltung von Einrichtungen zur Einsichtnahme in die gewünschten Informationen. Sie informiert ebenfalls den Antragsteller auf angemessene Art über die Rechte, die er auf der Grundlage des vorliegenden Titels besitzt, dies gemäß den Bedingungen und Modalitäten, die er bestimmt.

Sie kann ebenfalls Kontaktstellen oder Verantwortliche für die Information bezeichnen.

Die Regierung kann die Regeln zur Anwendung der im vorliegenden Artikel erwähnten Verpflichtungen bestimmen.

Abschnitt 2 — Abweichungen von der Zurverfügungstellung

Art. D.18 - § 1 - Jede öffentliche Behörde, ob es sich um eine öffentliche Behörde im Sinne des vorliegenden Titels oder um eine einer anderen Machtebene als der Wallonischen Region unterliegende Einrichtung handelt, kann in folgenden Fällen eine Anfrage um Umweltinformationen ablehnen:

a. die gewünschten Informationen sind nicht bei der öffentlichen Behörde, an die der Antrag gerichtet worden ist, vorhanden und werden auch nicht für diese bereitgehalten. In diesem Fall leitet die Behörde, falls ihr bekannt ist, dass die betreffenden Informationen bei einer anderen Behörde vorhanden sind oder für diese bereitgehalten werden, den Antrag möglichst rasch an diese andere Behörde weiter und setzt den Antragsteller hiervon in Kenntnis oder informiert ihn darüber, bei welcher Behörde er diese Informationen ihres Erachtens nach beantragen kann; wenn die Behörde, der die Anfrage übermittelt wird, der Anwendung des vorliegenden Titels unterliegt, wird davon ausgegangen, dass sie in dessen Anwendung mit der Sache befasst ist, sofort wenn sie die ihr übermittelte Anfrage erhält.

b. der Antrag ist offensichtlich missbräuchlich;

c. der Antrag ist sogar unter Berücksichtigung von Artikel D. 15 § 2 zu allgemein formuliert.

d. Der Antrag betrifft Schriftstücke, die gerade vervollständigt werden oder noch nicht abgeschlossen sind. In diesem Fall bezeichnet die öffentliche Behörde die Behörde, die die betreffenden Schriftstücke oder Daten erstellt, und setzt sie die Frist, die sie zu deren Erstellung als nötig betrachtet werden, fest.

e. der Antrag betrifft interne Mitteilungen.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Gründe für die Ablehnung werden auf einschränkende Art ausgelegt, wobei das Interesse, das die Bekanntgabe der Informationen für die Öffentlichkeit darstellt, berücksichtigt wird. In jedem Einzelfall wird das öffentliche Interesse an der Bekanntgabe gegen das Interesse an der Verweigerung der Bekanntgabe abgewogen.

Art. D.19 - § 1 - Unbeschadet der in der Wallonischen Region anwendbaren nationalen Bestimmungen kann das im vorliegenden Titel garantierte Recht auf Zugang zur Information begrenzt werden, wenn dessen Ausübung im Zuständigkeitsbereich der Wallonischen Region Folgendes beeinträchtigen kann:

a. die Vertraulichkeit der Beratungen von Behörden;

b. internationale Beziehungen und die öffentliche Sicherheit;

c. laufende Gerichtsverfahren, die Möglichkeiten einer Person, ein faires Verfahren zu erhalten, oder die Möglichkeiten einer Behörde, Untersuchungen strafrechtlicher oder disziplinarischer Art durchzuführen;

d. Geschäfts- oder Betriebsgeheimnisse, sofern diese gesetzlich vorgesehen sind, um berechnete wirtschaftliche Interessen, einschließlich des öffentlichen Interesses an der Wahrung der Geheimhaltung von statistischen Daten und des Steuergeheimnisses, zu schützen;

e. Rechte an geistigem Eigentum;

f. die Vertraulichkeit personenbezogener Daten und/oder Akten über eine natürliche Person, sofern diese der Bekanntgabe dieser Informationen an die Öffentlichkeit nicht zugestimmt hat;

g. die Interessen oder der Schutz einer Person, die die beantragte Informationen freiwillig zur Verfügung gestellt hat, ohne dazu per Dekret verpflichtet zu sein oder verpflichtet werden zu können, es sei denn, dass diese Person der Herausgabe der betreffenden Informationen zugestimmt hat;

h. den Schutz der Umweltbereiche, auf die sich die Informationen beziehen.

Jegliche öffentliche Behörde, ob es sich um eine öffentliche Behörde im Sinne des vorliegenden Titels oder um eine Einrichtung handelt, die einer anderen Machtebene als der Wallonischen Region unterliegt, kann diese Gründe für die Begrenzung gelten lassen.

§ 2 - Die in § 1 erwähnten Gründe für die Begrenzung werden auf einschränkende Weise ausgelegt, wobei das Interesse, das die Bekanntgabe der Informationen für die Öffentlichkeit darstellt, berücksichtigt wird. In jedem Einzelfall wird das öffentliche Interesse an der Bekanntgabe gegen das Interesse an der Verweigerung der Bekanntgabe abgewogen.

Die öffentliche Behörde darf keinen Antrag auf der Grundlage von § 1 *a., d., f., g. und h.* ablehnen, wenn er Informationen bezüglich Emissionen in die Umwelt betrifft.

Art. D.20 - § 1 - Die Dokumente sind Gegenstand einer teilweisen Mitteilung, wenn es möglich ist, die Elemente herauszunehmen, deren Bekanntgabe die im vorigen Artikel oder in Artikel D.18 § 1 *d. und e.* erwähnten Interessen beeinträchtigen würde.

§ 2 - Mit der Vertraulichkeit der Daten und/oder Akten mit persönlichem Charakter oder mit der gewerblichen oder industriellen Vertraulichkeit bezüglich Tatsachen, die nur den Antragsteller angehen, verbundene Gründe können ihm nicht entgegengehalten werden.

Art. D.20.1 - § 1 - Jede völlige oder teilweise Verweigerung der Mitteilung der Informationen auf der Grundlage der Artikel D.18 § 1 und D.19 § 1 ist Gegenstand einer mit Gründen versehenen Entscheidung und wird dem Antragsteller schriftlich innerhalb der in Artikel D.15 § 1, *a.* oder gegebenenfalls der in Artikel D.15 § 1, *b.* schriftlich mitgeteilt.

§ 2 - In der Zustellung der Ablehnung müssen die Einspruchsmöglichkeiten und -modalitäten, über welche der Antragsteller gemäß dem Abschnitt III des vorliegenden Kapitels verfügt, angegeben werden.

Art. D.20.2. Die Regierung setzt das Muster der zu verwendenden Dokumente fest, damit den öffentlichen Behörden ermöglicht wird, den Anforderungen der Artikel D.14, § 2, D.16, § 1, D.18, § 1, D.19, § 1, D.20, § 1, und D.20-1 zu genügen.

Abschnitt 3 — Berichtigungs- und Einspruchsverfahren

Art. D.20.3 - § 1 - Der Berufungsausschuss besteht aus sechs von der Regierung ernannten effektiven Mitgliedern, nämlich:

1° einem Vorsitzenden, der eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Magistratur oder als Anwalt nachweisen kann;

2° zwei Mitgliedern, die eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Stufe 1 der Verwaltung nachweisen können, die vom Minister vorgestellt werden, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

3° einem Mitglied, das eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren in der Stufe 1 der Verwaltung nachweisen kann, das vom Minister vorgestellt wird, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört;

4° zwei Mitgliedern, die auf doppelten Listen vom CWEDD vorgestellt werden.

§ 2 - Für jedes effektive Mitglied ernennt die Regierung ein stellvertretendes Mitglied, unter Berücksichtigung der für die Ernennung der effektiven Mitglieder vorgesehenen Bedingungen und Verfahren.

Der stellvertretende Vorsitzende und die stellvertretenden Mitglieder tagen, wenn der effektive Vorsitzende oder das effektive Mitglied, den/das sie vertreten, verhindert ist.

§ 3 - Jedes Mandat hat eine Dauer von fünf Jahren ab dem Datum des Ernennungserlasses. Es kann erneuert werden.

Wenn ein Mandat vor seinem Ablauf frei wird, wird der Nachfolger für die noch zu laufende Dauer des Amtes ernannt.

Art. D.20.4 - Der Sitz des Berufungsausschusses wird in den Räumlichkeiten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt festgelegt.

Der Berufungsausschuss wird von einem Sekretär unterstützt, der vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt unter den dieser Generaldirektion angehörenden Bediensteten bezeichnet wird.

Der Berufungsausschuss legt seine Dienstordnung fest, die er der Regierung zur Genehmigung vorlegt.

Die Regierung kann zusätzliche Modalitäten zum Funktionieren des Berufungsausschusses festlegen und Anwesenheitsvergütungen vorsehen.

Art. D.20.5 - § 1 - Jede natürliche oder juristische Person, die feststellt, dass eine bei einer öffentlichen Behörde vorhandene oder für sie bereitgehaltene Umweltinformation, die entweder den Zustand der Umwelt, so wie in Artikel D.11 5°, *a.* erwähnt, oder ihre Aktivitäten betrifft, nicht korrekt oder nicht vollständig ist, kann die Streichung der Irrtümer oder das Korrigieren der Information anfordern.

Der schriftliche und begründete Antrag bildet ein Schriftstück, das der Akte beizufügen ist, um ein Bestandteil dieser Akte zu werden.

§ 2 - Die öffentliche Behörde muss den Empfang des Antrags auf Streichung der Irrtümer oder Korrigieren der Information innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang des Antrags bestätigen.

In der Empfangsbestätigung müssen die Einspruchsmöglichkeiten und -modalitäten, über die der Antragsteller verfügt, deutlich angegeben und die Frist, innerhalb welcher die Irrtümer gestrichen oder die Korrekturen vorgenommen werden, angegeben werden.

§ 3 - Die Behörde nimmt die Streichung der Irrtümer oder das Korrigieren der Information innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Antrag vor. In Ermangelung davon kann der Antragsteller einen Einspruch gemäß den Artikeln D.20-5 bis D.20-11 einlegen.

Art. D.20.6 - Jeder Antragsteller, der der Ansicht ist, sein Antrag sei nicht beachtet, fälschlicher- oder unberechtigterweise, ganz oder teilweise, abgelehnt, unzulänglich beantwortet oder nicht gemäß dem vorliegenden Kapitel behandelt worden, kann gegen die Handlungen bzw. Versäumnisse der betroffenen öffentlichen Behörde bei dem Berufungsausschuss für das Recht auf Zugang zu Umweltinformationen Einspruch einlegen.

Der Einspruch wird mittels einer Klageschrift eingelegt, die an das Sekretariat des Berufungsausschusses per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder durch jedes andere Mittel, das dem Dokument ein sicheres und durch die Regierung bestimmtes Datum verleiht, gerichtet wird. Der Einspruch muss binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Zustellung des angefochtenen Beschlusses, oder mangels eines solchen Beschlusses binnen fünfzehn Tagen nach dem Ablauf der in Art. D.15 vorgesehenen Fristen eingelegt werden.

Art. D.20.7 - In der Klageschrift stehen folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° der Gegenstand des Antrags auf Informationen oder auf Streichung der Irrtümer oder auf Korrigieren der Informationen;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Klageschrift legt der Antragsteller außerdem alle von ihm für notwendig gehaltenen Schriftstücke und eine ausführliche Bestandsaufnahme der Informationen, die er teilweise bekommen hat, bei.

Art. D.20.8 - Innerhalb von zehn Tagen ab Eingang der Klageschrift schickt der Sekretär des Berufungsausschusses dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, übermittelt er der betroffenen öffentlichen Behörde eine Abschrift des Einspruchs und bittet sie um die Mitteilung der Schriftstücke der Akte und aller Auskünfte und Dokumente, die er für notwendig hält.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Anfrage übermittelt die betroffene öffentliche Behörde dem Sekretär eine Abschrift der gefragten Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente oder Angaben. Ein Bemerkungsschein wird gegebenenfalls dazu beigefügt.

Die Daten, zu denen der Antragsteller um freien Zugang gebeten, jedoch nicht erhalten hat, müssen auf jeden Fall dem Sekretär des Berufungsausschusses mitgeteilt werden.

Art. D. 20.9 - Der Berufungsausschuss sitzt unter Ausschluss der Öffentlichkeit.

Er kann den Antragsteller, die betroffene Behörde sowie jede von diesem Antrag betroffene Person vorladen und anhören. Diese können sich von einer Person ihrer Wahl vertreten oder beraten lassen.

Der Berufungsausschuss kann jeden Sachverständigen anhören, dessen Konsultierung er für notwendig hält. Er kann auch vom Antragsteller oder von der betroffenen Behörde die Mitteilung der von ihm für nützlich gehaltenen zusätzlichen Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente und Daten verlangen.

Art. D.20.10 - Die Beratungen und Beschlüsse des Berufungsausschusses sind nur dann gültig, wenn mindestens der Vorsitzende und drei andere Mitglieder anwesend sind.

Der Vorsitzende oder das Mitglied des Berufungsausschusses, der/das für eine Akte keine genügenden Unparteilichkeitsgarantien bietet, hat sich vor der Untersuchung der Akte für nicht zuständig zu erklären.

Die Beschlüsse des Berufungsausschusses werden mit der Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst; die Stimmenthaltung ist nicht erlaubt. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Die Mitglieder des Berufungsausschusses sind zur Geheimhaltung der Beschlüsse und der Informationen verpflichtet, deren Vertraulichkeit nach Artikel D.19 eingehalten werden muss und wovon sie im Laufe der Ausübung ihres Amtes Kenntnis nehmen könnten.

Art. D.20.11 - Der Berufungsausschuss fasst seinen Beschluss innerhalb eines Monats nach Empfang der Klageschrift. Durch begründeten Beschluss kann er jedoch diese Frist verlängern. Die Verlängerung(en) kann (können) insgesamt fünfundvierzig Tage nicht überschreiten.

Art. D.20.12 - Außer ihrer Begründung enthalten die Beschlüsse folgende Angaben:

1° Personalien und Wohnsitz des Antragstellers;

2° Identität und Sitz der öffentlichen Behörde, bei der die Informationsanfrage eingereicht worden ist;

3° ggf. Namen, Vornamen, Wohnsitz und Eigenschaft der Personen, die sie vertreten oder ihnen beigestanden haben.

4° gegebenenfalls den Vermerk der Vorladung, Vernehmung und Anhörung der angehörten Personen;

5° gegebenenfalls den Vermerk der Hinterlegung von schriftlichen Bemerkungen;

6° den Tenor des Urteils, sein Datum und der Ort, an dem es verkündet worden ist;

7° die Frist, die von dem Berufungsausschuss unter Berücksichtigung der verschiedenen anwesenden Interessen festgelegt worden ist, am Ablauf deren der Antragsteller seinen Anspruch auf die Informationen, der ihm am Ende des Einspruchsverfahrens zuerkannt worden ist, geltend machen darf.

Der Beschluss wird von dem Vorsitzenden und dem Sekretär unterzeichnet.

Art. D.20.13 - Der Beschluss wird dem Antragsteller, der öffentlichen Behörde, gegen die der Einspruch erhoben worden ist, und jeder betroffenen Person, die in Übereinstimmung mit Artikel D.20-9 Absatz 2 angehört worden ist, mitgeteilt.

Art. D.20.14 - § 1 - Die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Fristen laufen ab dem Tag nach dem Empfang des Schriftstückes, das die Frist laufen lässt.

Es wird davon ausgegangen, dass das per Einschreibebrief zugeschickte Schriftstück am ersten Werktag, nach dem das Schriftstück bei der Post aufgegeben worden ist, eingegangen ist.

Es gilt das Datum des Poststempels für die Sendung jedes Schriftstückes des Verfahrens.

§ 2 - Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mit eingerechnet.

Wenn der für eine Verfahrenshandlung vorgesehene Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

KAPITEL III — *Aktive Information**Abschnitt 1 — Grundsatz*

Art. D.20.15 - § 1 - Um der Öffentlichkeit eine deutliche und objektive Information zu geben, bereiten die öffentlichen Behörden die für ihre Aufgaben relevanten und bei ihnen vorhandenen oder für sie bereitgehaltenen Umweltinformationen auf, damit eine aktive und systematische Verbreitung erfolgen kann, insbesondere unter Verwendung von Computer-Telekommunikation und/oder elektronischen Technologien, soweit diese verfügbar sind.

§ 2 - Die unter Verwendung von Computer-Telekommunikation und elektronischen Technologien der Öffentlichkeit zugänglich gemachten Informationen müssen nicht Daten umfassen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Titels erhoben wurden, es sei denn, diese Daten sind bereits in elektronischer Form vorhanden.

§ 3 - Die öffentlichen Behörden sorgen dafür, dass Umweltinformationen zunehmend in elektronischen Datenbanken zugänglich gemacht werden, die der Öffentlichkeit über öffentliche Telekommunikationsnetze leicht zugänglich sind.

Art. D.20.16 - Im Rahmen des für die Ausübung ihrer Ämter Nützlichen stellen die öffentlichen Behörden der Öffentlichkeit mindestens folgende Umweltinformationen zur Verfügung, die sie in der Öffentlichkeit verbreiten:

a. den Wortlaut internationaler Verträge, Übereinkünfte und Vereinbarungen, an denen die Wallonische Region beteiligt ist, sowie gemeinschaftlicher, nationaler, regionaler, provinzieller und lokaler Rechtsvorschriften über die Umwelt oder mit Bezug zur Umwelt.

b. Politiken, Pläne und Programme mit Bezug zur Umwelt;

c. Berichte über die Fortschritte bei der Umsetzung der unter Buchstaben *a.* und *b.* genannten Punkte, sofern solche Berichte von den öffentlichen Behörden in elektronischer Form ausgearbeitet worden sind oder bereitgehalten werden;

d. Umweltzustandsberichte;

e. Daten oder Zusammenfassungen von Daten aus der Überwachung von Tätigkeiten, die sich auf die Umwelt auswirken oder wahrscheinlich auswirken;

f. Genehmigungen, die erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben, und Umweltvereinbarungen oder einen Hinweis darauf, wo diese Informationen beantragt oder gefunden werden können;

g. Umweltverträglichkeitsprüfungen und Risikobewertungen betreffend die in Artikel D.11.5°, *a.* genannten Umweltbestandteile oder einen Hinweis darauf, wo diese Informationen beantragt oder gefunden werden können.

Die Regierung kann die Modalitäten bezüglich der Bereitstellung dieser Umweltinformationen durch die öffentlichen Behörden bestimmen.

Art. D.20.17 - Es wird davon ausgegangen, dass die öffentlichen Behörden die mit dem vorliegenden Kapitel verbundenen Anforderungen erfüllen, wenn sie Verknüpfungen zu Internet-Seiten einrichten, auf denen die Informationen zu finden sind.

Wenn eine öffentliche Behörde über eine unmittelbare Bedrohung für die Gesundheit oder die Umwelt informiert ist, dies unabhängig davon, ob sie auf menschliche Aktivitäten oder natürliche Ursachen zurückzuführen ist, übermittelt diese öffentliche Behörde möglichst schnell den Personen, die gefährdet werden können, alle Informationen, die sie besitzt und die es der Öffentlichkeit ermöglichen können, Maßnahmen zu treffen, um etwaigen Schäden vorzubeugen oder sie zu begrenzen.

Abschnitt 2 — Ausnahmen

Art. D.20.18 - Die in den Artikeln D.18 § 1 und D.19 § 1 vorgesehenen Ausnahmen finden Anwendung, was die durch das vorliegende Kapitel auferlegten Verpflichtungen betrifft.»

Art. 3 - Artikel D.4 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 2 des Dekretes vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird der Wortlaut "das Dekret vom 13. Juni 1991 über den freien Zugang der Bürger zu Informationen über die Umwelt" durch den Wortlaut "die Artikel D.10 bis D.20-18 des Buches I des Umweltgesetzbuches" ersetzt.

Art. 5 - In Artikel L1561-13 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Wortlaut "findet keine Anwendung auf die in den Artikeln D.10 bis D.20.18 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Angelegenheiten. Er". zwischen die Wörter "Titel" und "beeinträchtigt nicht" eingefügt.

Art. 6 - In Artikel L3211-3 desselben Kodex werden die Punkte 4° und 5° gestrichen.

Art. 7 - In Artikel L3231-3 desselben Kodex wird der letzte Absatz gestrichen.

Art. 8 - In Artikel L3231-5 § 1 Absatz 1 desselben Kodex wird der Wortlaut "auch im Falle eines ausdrücklichen Ablehnungsbeschlusses nach Art. L3231-3 Absatz 5" gestrichen.

KAPITEL II — *Übergangs- und Inkrafttretensbestimmungen*

Art. 9 - Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets finden Anwendung weder auf die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge auf Information, Kopie oder Einsichtnahme in Dokumente, die bei einer öffentlichen Behörde vorhanden waren oder für sie bereitgehalten wurden, noch auf vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge auf Korrigieren der Information oder Streichung von Irrtümern.

Die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge sowie die damit verbundenen Einsprüche werden gemäß den am Tag des Einreichens des Antrags geltenden Regeln behandelt.

Art. 10 - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.
Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 16. März 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2005-2006.*

Dokumente des Rats 309 (2005-2006), Nrn. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 15. März 2006.

Diskussion. Abstimmung.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1435

[2006/201234]

16 MAART 2006. — Decreet tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek inzake het recht van toegang van het publiek tot milieu-informatie (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Richtlijn 2003/4/EG van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2003 inzake de toegang van het publiek tot milieu-informatie en tot intrekking van Richtlijn 90/313/EEG van de Raad wordt bij dit decreet omgezet.

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Art. 2. De artikelen D.10 tot D.20 van Boek I van het Milieuwetboek worden vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK I. — Doelstellingen en toepassingsgebied

Art. D.10. Eenieder heeft recht op de milieu-informatie waarover de overheidsinstanties beschikken zonder daarbij een belang te moeten laten gelden.

De overheidsinstanties verspreiden de milieugegevens waarover ze beschikken en leggen ze ter inzage van het publiek.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen betreffende de procedures inzake informatie, raadpleging en participatie van de bevolking en het nabuurschap heeft deze titel ten doel :

1° recht van toegang te garanderen tot milieu-informatie waarover overheidsinstanties beschikken of die voor hen wordt beheerd, en de voorwaarden, grondregels en praktische regelingen voor de uitoefening van dat recht vast te leggen, en;

2° te waarborgen dat, als regel, milieu-informatie geleidelijk aan het publiek beschikbaar wordt gesteld en onder het publiek wordt verspreid, om aldus te bereiken dat deze informatie op de breedst mogelijke basis systematisch aan het publiek beschikbaar wordt gesteld en onder het publiek wordt verspreid. Te dien einde wordt het gebruik van met name computertelecommunicatie en/of elektronische technologie, voorzover beschikbaar, bevorderd.

Art. D.11. In de zin van deze titel wordt verstaan onder :

1° "overheidsinstantie" : één van de volgende personen of instellingen die ressorteren onder het Waalse Gewest :

a. elke publiekrechtelijke persoon, elke administratieve overheid, elke administratieve dienst of elk openbaar adviesorgaan;

b. 1° elke particulier of elke privaatrechtelijke rechtspersoon die een openbare dienst beheert in verband met het milieu.

De bovengenoemde personen of instellingen zijn geen overheidsinstanties in de zin van deze titel wanneer zij een rechterlijke functie uitoefenen of meewerken aan de rechtspraak;

2° "aanvrager" : elk lid van het publiek;

3° "informatie die door een overheidsinstantie wordt beheerd": milieu-informatie in het bezit van een overheidsinstantie die zij heeft opgesteld of ontvangen;

4° "informatie die voor een overheidsinstantie wordt beheerd": milieu-informatie die in feite in opdracht van een overheidsinstantie door een natuurlijke of rechtspersoon wordt beheerd.

Wat betreft de informatie die door de overheidsinstanties wordt beheerd, of die voor hen wordt beheerd, slaat deze titel enkel op de documenten uitgewerkt of ingezameld met het oog op de toepassing van een regelgeving uitgevaardigd door het Waalse Gewest, of vóór de wetten tot hervorming der instellingen, door de Staat, in één van de in 5° van dit artikel bedoelde materies die onder de gewestelijke bevoegdheid vallen.

5° "milieu-informatie": alle informatie die door een overheidsinstantie wordt beheerd, of die voor haar wordt beheerd in geschreven, visuele, auditieve, elektronische of enige andere materiële vorm over :

a. de toestand van elementen van het milieu, zoals lucht en atmosfeer, water, bodem, land, landschap en natuurgebieden met inbegrip van vochtige biotopen, kust- en zeegebieden, biologische diversiteit en haar componenten, met inbegrip van genetisch gemodificeerde organismen, en de interactie tussen deze elementen;

b. factoren, zoals stoffen, energie, geluid, straling of afval, emissies, lozingen en ander vrijkomen van stoffen in het milieu die de onder a. bedoelde elementen van het milieu aantasten of waarschijnlijk aantasten;

c. maatregelen (met inbegrip van bestuurlijke maatregelen), zoals beleidsmaatregelen, wetgeving, plannen, programma's, milieuakkoorden en activiteiten die op de onder a. en b. bedoelde elementen en factoren van het milieu een uitwerking hebben of kunnen hebben, alsmede maatregelen of activiteiten ter bescherming van die elementen;

d. verslagen over de toepassing van de milieuwetgeving;

e. kosten-baten- en andere economische analyses en veronderstellingen die worden gebruikt in het kader van de onder c. bedoelde maatregelen en activiteiten;

f. de toestand van de gezondheid en veiligheid van de mens, met inbegrip van de verontreiniging van de voedselketen, indien van toepassing, de levensomstandigheden, het patrimonium, voorzover zij worden of kunnen worden aangetast door de onder a. bedoelde toestand van elementen van het milieu of, via deze elementen, door het genoemde onder b. of c.;

6° "publiek": één of meer natuurlijke of rechtspersonen alsmede hun verenigingen, organisaties of groepen.

HOOFDSTUK II. — *Passieve informatie of op verzoek*

Afdeling 1. — Beginsel

Art. D.12. Onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald bij de artikelen D.18, § 1, en D.19, § 1, wordt het recht bedoeld in artikel D.10, eerste lid, gewaarborgd overeenkomstig dit hoofdstuk.

Art. D.13. Milieu-informatie kan met name :

- ter plaatse ingekeken worden, of

- d.m.v. een afschrift van het document waarin ze is opgenomen of per e-mail verstrekt worden.

De aangevraagde informatie kan gratis ter plaatse ingekeken worden.

De prijs die eventueel gevraagd wordt voor het verstrekken van de informatie mag niet hoger zijn dan de kost van de informatiedrager en van de kennisgeving ervan en wordt aan de aanvrager meegedeeld op het ogenblik van zijn aanvraag.

Art. D.14. § 1. Bij elke schriftelijke aanvraag om milieu-informatie wordt op gepaste wijze melding gemaakt van het voorwerp van de aanvraag. Elke mondelinge aanvraag gedaan ter plaatse wordt door de overheidsinstantie opgenomen in een speciaal daartoe bijgehouden register. Als de aanvraag ter plaatse gedaan wordt, vermeldt de aanvrager naam en adres en moet hij de inschrijving in het register medeondertekenen.

§ 2. De overheidsinstantie bericht ontvangst van de informatieaanvraag binnen tien werkdagen na ontvangst ervan.

De beroepsmogelijkheden waarover de aanvrager beschikt en de desbetreffende modaliteiten worden duidelijk in het bericht van ontvangst aangegeven, alsook de termijn waarbinnen de milieu-informatie hem overeenkomstig artikel D.16, § 1, verstrekt kan worden.

Art. D.15. § 1. De overheidsinstantie legt de gevraagde milieu-informatie ter inzage van de aanvrager :

a. zodra het mogelijk is en, uiterlijk, binnen een maand na ontvangst van de aanvraag, hetzij;

b. binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag indien de informatie zo omvangrijk en complex is dat de onder a. bedoelde termijn van één maand niet haalbaar is.

In dit geval geeft de overheidsinstantie zo spoedig mogelijk, hoe dan ook voordat de termijn van één maand afloopt, kennis van elke termijnverlenging en van de redenen daarvoor.

§ 2. Indien een informatieaanvraag te algemeen geformuleerd is, verzoekt de overheidsinstantie de aanvrager zo spoedig mogelijk, uiterlijk vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in § 1, punt a., zijn aanvraag te preciseren en helpt zij hem daarbij op gepaste wijze.

§ 3. Als een aanvraag om milieu-informatie op artikel D.11, 5°, b. slaat, vermeldt de overheidsinstantie in haar antwoord desgevallend de plaats waar de aanwijzingen i.v.m. de meetmethodes, inclusief die inzake monsteranalyse, -name en -bereiding, op grond waarvan informatie ingezameld wordt te vinden is of verwijst ze naar een gestandaardiseerde procedure.

Art. D.16. § 1. Wanneer de aanvrager verzoekt om de terinzagelegging van milieu-informatie in een bepaalde vorm of een bepaald formaat, willigt de overheidsinstantie dat verzoek in tenzij :

a. de informatie beschikbaar is in een andere vorm of in een ander formaat waartoe de aanvrager vlotte toegang heeft, of

b. het redelijk is dat de overheidsinstantie de informatie in een andere vorm of een andere format beschikbaar stelt, in welk geval redenen dienen te worden gegeven waarom de informatie in die vorm beschikbaar wordt gesteld.

De redenen voor een weigering informatie, geheel of gedeeltelijk, beschikbaar te stellen in de gevraagde vorm of het gevraagde formaat worden binnen de in artikel D.15., § 1, a., bedoelde termijn meegedeeld.

§ 2. Voor de toepassing van dit artikel bewaart de overheidsinstantie de milieu-informatie waarover zij beschikt of die voor haar beheerd wordt in vlot reproduceerbare vormen of formaten toegankelijk via computertelecommunicatie- of andere elektronische middelen.

Art. D.17. § 1. De overheidsinstantie zorgt ervoor dat registers of lijsten van door haar of voor haar beheerde milieu-informatie opgesteld, bijgehouden en toegankelijk voor het publiek gemaakt worden en dat ze o.a. duidelijk aangeven waar de informatie te vinden is. De toegang tot deze registers of lijsten is gratis.

§ 2. De overheidsinstantie zorgt er doorgaans voor elke aanvrager te helpen, te adviseren en te oriënteren bij het zoeken naar milieu-informatie, met name door het opzetten en bijhouden van voorzieningen voor de om de gevraagde informatie te onderzoeken. Ze geeft de aanvrager ook op gepaste wijze kennis van de rechten die deze titel hem toekent onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten waarin hij voorziet.

Ze kan contactpunten of verantwoordelijken inzake informatie aanwijzen.

De Regering kan regels bepalen voor de toepassing van de verplichtingen bedoeld in dit artikel.

Afdeling 2. — Uitzonderingen op de terinzagelegging

Art. D.18. § 1. Elke overheid, hetzij een overheidsinstantie in de zin van deze titel of een instelling die ressorteert onder een ander machtsniveau dan het Waalse Gewest, kan een aanvraag om milieu-informatie weigeren indien :

a. de gevraagde informatie niet door of voor de overheidsinstantie waaraan het verzoek is gericht. Wanneer de overheidsinstantie in een dergelijk geval weet dat de informatie in het bezit is van of beheerd wordt voor een andere overheidsinstantie, stuurt zij de aanvraag zo spoedig mogelijk door naar die andere instantie, waarbij zij de aanvrager daarvan op de hoogte brengt of hem erop wijst bij welke overheidsinstantie hij de gevraagde informatie kan verkrijgen; als de instantie waaraan de aanvraag wordt overgemaakt, onderworpen is aan de toepassing van deze titel, wordt zij bij toepassing hiervan geacht aanhangig gemaakt te zijn vanaf de ontvangst van de aanvraag die haar wordt overgemaakt;

b. het verzoek kennelijk onredelijk is;

c. het verzoek te algemeen geformuleerd is, zelfs na toepassing van artikel D.15, § 2;

d. het verzoek nog onvoltooid materiaal of onvoltooid documenten of gegevens betreft. In dit geval dient de overheidsinstantie de naam te vermelden van de instantie die verantwoordelijk is voor de voorbereiding van het materiaal of de gegevens in kwestie, alsmede het geschatte tijdstip van voltooiing;

e. het verzoek interne mededelingen betreft.

§ 2. De in § 1 genoemde gronden voor weigering worden restrictief uitgelegd, met inachtneming van het met bekendmaking gediende openbare belang. In elk afzonderlijk geval dient de overheidsinstantie het algemene belang dat is gediend met openbaarmaking af te wegen tegen het specifieke belang dat is gediend met de weigering om openbaar te maken.

Art. D.19. § 1. Onverminderd de nationale bepalingen die in het Waalse Gewest van toepassing zijn, kan het recht op toegang tot informatie waarin deze titel voorziet, beperkt worden voorzover de uitoefening ervan in het bevoegdheidsgebied van het Waalse Gewest afbreuk zou kunnen doen aan :

a. het vertrouwelijke karakter van de beraadslagingen van de overheidsinstanties;

b. de internationale betrekkingen en de openbare veiligheid;

c. de vlotte rechtsgang, de mogelijkheid van een rechtvaardig vonnis voor voor elke persoon of aan de bevoegdheid van een overheid om een strafrechtelijk of disciplinair onderzoek in te stellen;

d. de vertrouwelijkheid van commerciële of industriële informatie, wanneer ze de wetgeving daarin voorziet om een gewettigd economisch belang te beschermen, met inbegrip van het algemeen belang dat met statistische en fiscale geheimhouding is gediend;

e. de intellectuele eigendomsrechten;

f. de vertrouwelijkheid van persoonsgegevens of dossiers betreffende een natuurlijke persoon die niet heeft ingestemd met de bekendmaking van informatie;

g. de belangen of de bescherming van elke persoon die de gevraagde informatie vrijwillig heeft verstrekt, zonder dat het decreet hem daartoe verplicht of zou kunnen verplichten, tenzij hij met de vrijgave van de informatie ingestemd heeft;

h. de bescherming van het milieu waarop de informatie betrekking heeft.

Elke overheid, hetzij een overheidsinstantie in de zin van deze titel of een instelling die ressorteert onder een ander machtsniveau dan het Waalse Gewest, kan deze beperkingsgronden laten gelden.

§ 2. De beperkingsgronden bedoeld in § 1 worden restrictief geïnterpreteerd, rekening houdende met het belang van de bekendmaking voor het publiek. In elk afzonderlijk geval weegt de overheidsinstantie het algemeen belang dat met openbaarmaking gediend is af tegen het belang dat met weigering tot openbaarmaking gediend is.

De overheid mag een aanvraag krachtens paragraaf 1, *a.*, *d.*, *f.*, *g.* en *h.* niet weigeren indien ze betrekking heeft op informatie over milieuemissies.

Art. D.20. § 1. De documenten worden gedeeltelijk ter inzage gelegd wanneer ze ontdaan kunnen worden van de vermeldingen waarvan de verspreiding afbreuk zou doen aan de belangen bedoeld in het vorige artikel of in artikel D.18, § 1, *d.* en *e.*

§ 2. Motieven die uit de vertrouwelijkheid van persoonlijke gegevens en/of dossiers of uit de commerciële of industriële vertrouwelijkheid voortkomen en die betrekking hebben op feiten die de aanvrager persoonlijk betreffen, kunnen hem niet tegengeworpen worden.

Art. 20. 1. § 1. Elke gehele of gedeeltelijke weigering tot mededeling van gegevens op grond van de artikelen D.18, § 1, en D.19, § 1, is het voorwerp van een met redenen omklede beslissing, waarvan schriftelijk kennis gegeven wordt aan de aanvrager binnen de termijn vastgelegd in artikel D.15, § 1, *a.*, of, in voorkomend geval, binnen de termijn vastgelegd in artikel D. 15, § 1, *b.*

§ 2. De kennisgeving van de weigering maakt duidelijk melding van de beroepsmogelijkheden waarover de aanvrager beschikt en van de desbetreffende modaliteiten, overeenkomstig afdeling III van dit hoofdstuk.

Art. D.20.2. De Regering bepaalt het model van de te gebruiken documenten om de overheden in staat te stellen te voldoen aan de vereisten bedoeld in de artikelen D.14, § 2, D.16, § 1, D.18, § 1, D.19, § 1, D.20, § 1, en D.20-1.

Afdeling 3. — Procedure tot rechtzetting en beroep

Art. D. 20.3. § 1. De beroepscommissie is samengesteld uit zes gewone leden die door de Regering benoemd worden, met name

1. een voorzitter met minstens vijf jaar ervaring in de magistratuur of advocatuur;
2. twee leden met minstens vijf jaar administratieve ervaring in niveau 1 en voorgedragen door de Minister bevoegd voor Leefmilieu;
3. een lid met minstens vijf jaar administratieve ervaring in niveau 1 en voorgedragen door de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ontwikkeling;
4. twee leden voorgedragen uit dubbeltallen door de CWEDD (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling).

§ 2. De Regering wijst voor elk gewoon lid een plaatsvervanger aan onder de voorwaarden en volgens de procedure waarin voorzien wordt voor de benoeming van de gewone leden.

De plaatsvervangende voorzitter en leden hebben zitting wanneer de gewone voorzitter of het gewoon lid die zij vervangen, verhinderd zijn.

§ 3. Elk mandaat loopt vijf jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van het benoemingsbesluit. Het is hernieuwbaar.

Indien een mandaat vóór de vervaldatum ervan vacant wordt, wordt de opvolger voor de overblijvende duur aangewezen.

Art. D.20.4. De zetel van de commissie van beroep is gevestigd in de lokalen van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

De Commissie van beroep wordt bijgestaan door een secretaris die door de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu aangewezen wordt onder de personeelsleden hiervan.

De Commissie van beroep stelt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

De Regering kan bijkomende modaliteiten vastleggen voor de werking van de Commissie van beroep en in presentiegeld voorzien.

Art. D.20.5. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die vaststelt dat door of voor een overheidsinstantie beheerde milieu-informatie over hetzij de staat van het leefmilieu zoals bedoeld in artikel D.11, 5^o, *a.*, hetzij zijn activiteiten, onjuist of onvolledig is, kan verzoeken om de schrapping van de vergissingen of om de rechtzetting ervan.

De geargumenteerde schriftelijke aanvraag wordt bij het dossier gevoegd en vormt een document dat er noodzakelijk deel van uitmaakt.

§ 2. De overheidsinstantie bericht ontvangst van het verzoek tot schrapping van de vergissingen of tot rechtzetting van de informatie binnen tien werkdagen na ontvangst van de aanvraag.

De beroepsmogelijkheden waarover de aanvrager beschikt en de desbetreffende modaliteiten worden duidelijk in het bericht van ontvangst aangegeven, alsook de termijn waarbinnen de vergissingen geschrapt of de rechtzettingen uitgevoerd worden.

§ 3. De overheid laat de vergissingen schrappen of de informatie rechtzetten binnen een termijn van een maand, te rekenen vanaf de datum van de aanvraag. Bij gebreke hiervan kan de aanvrager een beroep indienen overeenkomstig de artikelen D.20-5 tot D.20-11.

Art. D.20.6. Elke aanvrager die acht dat zijn verzoek om informatie genegeerd werd, ten onrechte (geheel of gedeeltelijk) geweigerd werd, of onvoldoende in aanmerking genomen werd of niet overeenkomstig dit hoofdstuk behandeld werd, kan bij de Commissie van beroep voor het recht van toegang tot milieu-informatie beroep instellen tegen de handelingen of nalatigheden van betrokken overheidsinstantie.

Het beroep wordt d.m.v. een aangetekend verzoek aan het secretariaat van de Commissie van beroep gericht of met elk ander bepaald door de Regering bepaald middel met vaste dagtekening. Het beroep wordt ingediend binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving van de betwiste beslissing of, bij gebrek aan die beslissing, binnen vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel D.15 bedoelde termijn.

Art. D.20.7. Het verzoek vermeldt :

- 1^o de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;
- 2^o de identiteit en de zetel van de overheid waaraan de informatieaanvraag is gericht;
- 3^o het voorwerp van die informatieaanvraag of van het verzoek tot schrapping van de vergissingen of tot rechtzetting van de informatie;
- 4^o de middelen van het beroep.

De aanvrager laat zijn verzoek bovendien vergezeld gaan van alle stukken die hij nuttig acht en van een uitvoerige inventaris van de informatie die hij gedeeltelijk ontvangen zou hebben.

Art. D.20.8. De secretaris van de Commissie van beroep stuurt de aanvrager binnen tien dagen na ontvangst van het verzoek een bericht van ontvangst toe, maakt een afschrift van het beroep over aan betrokken overheid en verzoekt haar om de toezending van de stukken van het dossier en van alle inlichtingen en documenten die hij nuttig acht.

Betrokken overheid bezorgt de secretaris binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag een afschrift van de gevraagde stukken, inlichtingen, documenten of gegevens en voegt er desgevallend een nota met opmerkingen bij.

De gegevens waartoe de aanvrager om toegang heeft verzocht, zonder evenwel voldoening te krijgen, worden in ieder geval meegedeeld aan de secretaris van de Commissie van beroep.

Art. D.20.9. De Commissie van beroep zetelt met gesloten deuren.

Zij kan de aanvrager oproepen en horen, alsook de betrokken overheid en iedere bij de aanvraag betrokken persoon. Die personen mogen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een persoon van hun keuze.

De Commissie van beroep mag alle deskundigen horen van wie zij het advies nuttig acht. Ze mag de aanvrager of betrokken overheidsinstantie ook verzoeken om de overlegging van alle bijkomende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens die zij nuttig acht.

Art. D.20.10. De Commissie van beroep beraadslaagt en beslist pas op geldige wijze wanneer de voorzitter en minstens drie andere leden aanwezig zijn.

Indien de voorzitter of het lid van de Commissie van beroep geen garanties van onpartijdigheid kan geven voor het onderzoek van een dossier, verklaart hij (het) zich onbevoegd.

De beslissingen van de Commissie van beroep worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden; onthouding is niet toegelaten. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De leden van de Commissie van beroep zijn gehouden tot geheimhouding van de beraadslagingen en van de informatie die overeenkomstig artikel D.19 vertrouwelijk dienen te blijven en waarvan zij bij het waarnemen van hun functie kennis zouden krijgen.

Art. D.20.11. De Commissie van beroep neemt haar beslissing binnen de maand na ontvangst van het verzoek. Zij kan die termijn echter verlengen bij een met redenen omklede beslissing; de verlenging(en) wordt (worden) tot vijfenveertig dagen beperkt.

Art. D.20.12. Naast haar motivering vermeldt de beslissing :

1° de identiteit en de woonplaats van de aanvrager;

2° de identiteit en de zetel van de overheid waaraan de informatieaanvraag is gericht;

3° in voorkomend geval, de naam, voornaam, woonplaats en hoedanigheid van de personen die hen vertegenwoordigd of bijgestaan hebben;

4° in voorkomend geval, de oproeping, de verschijning en het verhoor van de gehoorde personen;

5° in voorkomend geval, de overlegging van geschreven opmerkingen;

6° de uitspraak, de datum ervan en de plaats waar ze plaats gevonden heeft;

7° de met inachtneming van de verschillende aanwezige belangen door de Commissie van beroep vastgelegde termijn na het verstrijken waarvan de aanvrager het informatierecht mag uitoefenen dat hem na afloop van de procedure van beroep toegekend wordt.

De beslissing wordt ondertekend door de voorzitter en de secretaris.

Art. D.20.13. De beslissing wordt betekend aan de aanvrager, aan de overheidsinstantie waartegen het beroep werd ingesteld en aan iedere betrokken persoon die overeenkomstig het tweede lid van artikel D.20-9 werd gehoord.

Art. D.20.14. § 1. De in dit hoofdstuk bedoelde termijnen lopen vanaf de dag volgend op de datum van ontvangst van het stuk.

Het per post aangetekend verzonden stuk wordt geacht te zijn ontvangen op de eerste werkdag na afgifte van de brief bij de post.

De postdatum heeft bewijskracht bij de verzending van elk procedurestuk.

§ 2. De vervalddag wordt meegerekend in de termijn.

De vervalddag wordt echter naar de eerstvolgende werkdag verschoven wanneer de laatste dag voorzien om een procedureakte door te voeren een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is.

HOOFDSTUK III. — Actieve informatie

Afdeling 1. — Beginsel

Art. D.20.15. § 1. Om duidelijke en objectieve informatie te verstrekken aan het publiek, ordenen de overheidsinstanties de milieu-informatie die relevant is voor hun taak en waarover zij beschikken of die voor hen wordt beheerd, met het oog op een actieve en systematische verspreiding, met name door middel van computertelecommunicatie en/of elektronische technologie wanneer deze voorhanden is.

§ 2. De door middel van computertelecommunicatie en/of elektronische technologie beschikbaar gestelde informatie behoeft geen informatie te omvatten die vóór de inwerkingtreding van deze titel is ingezameld, tenzij deze reeds in elektronische vorm beschikbaar is.

§ 3. De overheidsinstanties zorgen ervoor dat milieu-informatie geleidelijk beschikbaar wordt in elektronische databanken die voor het publiek vlot toegankelijk zijn via openbare telecommunicatienetwerken.

Art. D.20.16. In de mate dat het nuttig is voor de uitoefening van hun functies, wordt minstens de volgende milieu-informatie door de overheidsinstanties ter inzage gelegd van of verspreid onder het publiek :

a. de teksten van de internationale verdragen, conventies of overeenkomsten waarbij het Waalse Gewest partij is, alsmede van communautaire, nationale, regionale, provinciale en lokale wetgeving inzake of in verband met het leefmilieu;

b. de beleidsmaatregelen, plannen en programma's in verband met het leefmilieu;

c. de verslagen over de stand van vordering van de uitvoering van in a. en b. bedoelde elementen indien er opgesteld of elektronisch beheerd worden door de overheidsinstanties;

d. de verslagen over de toestand van het milieu;

e. de gegevens of samenvattingen van gegevens afkomstig van het monitoren van activiteiten die milieueffecten hebben of zouden kunnen hebben;

f. de vergunningen met belangrijke milieueffecten, alsmede de milieuakkoorden, of een vermelding van de plaats waar de informatie kan worden opgevraagd of verkregen;

g. de milieueffectonderzoeken en risicobeoordelingen die verband houden met de in artikel D.11, 5°, a., bedoelde milieuelementen, of een vermelding van de plaats waar de informatie kan worden opgevraagd of verkregen.

De Regering kan de modaliteiten bepalen voor de terinzagelegging van milieu-informatie door de overheidsinstanties.

Art. D.20.17. De overheidsinstanties worden verondersteld aan de verplichtingen van dit hoofdstuk te voldoen door links te creëren naar internetsites waar informatie verkrijgbaar is.

Als een overheidsinstantie kennis heeft van een onmiddellijke bedreiging voor de gezondheid of het milieu, hetzij veroorzaakt door menselijke activiteiten hetzij ten gevolge van natuurlijke oorzaken, verspreidt ze zo spoedig mogelijk alle informatie waarover ze beschikt en die het publiek in staat kan stellen maatregelen te nemen om de uit de bedreiging voortvloeiende schade te voorkomen of te beperken.

Afdeling 2. — Uitzonderingen

Art. D.20.18. De uitzonderingen bedoeld in de artikelen D.18, § 1, en D.19, § 1, zijn van toepassing wat betreft de verplichtingen opgelegd bij dit hoofdstuk.

Art. 3. Artikel D.4 van Boek I van het Milieuwetboek wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 2 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur worden de woorden "het decreet van 13 juni 1991 met betrekking tot de vrije toegang van de burgers tot de informatie betreffende het leefmilieu" vervangen door de woorden "de artikelen D.10 tot D.20.18 van Boek I van het Milieuwetboek".

Art. 5. In artikel L1561-13 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de woorden "is niet van toepassing op de onderwerpen bedoeld in de artikelen D.10 tot D.20.18 van Boek I van het Milieuwetboek" ingevoegd tussen het woord "titel" en de woorden "doet geen afbreuk".

Art. 6. In artikel L3211-3 van hetzelfde Wetboek worden 4° en 5° geschrapt.

Art. 7. In artikel L3211-3 van hetzelfde Wetboek wordt het laatste lid geschrapt.

Art. 8. In artikel L3231-5, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "met inbegrip van het geval van uitdrukkelijke beslissing tot afwijzing bedoeld in artikel L3231-3, vijfde lid," geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en inwerkingtredingsbepalingen*

Art. 9. De bepalingen van dit decreet zijn niet van toepassing op de aanvragen om informatie, om afschrift en inzage van stukken die door of voor een overheidsinstantie beheerde, noch op de aanvragen om rechtzetting van informatie of om schraping van vergissingen van vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

De vóór de inwerkingtreding van dit decreet ingediende aanvragen alsmede de desbetreffende beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 16 maart 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Stukken van de Raad 309 (2005-2006), nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 maart 2006.

Bespreking. Stemming.



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1436

[2006/201233]

13 MARS 2006. — **Arrêté ministériel déterminant la forme et le contenu de la déclaration urbanistique préalable visée à l'article 263, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 84, § 2, alinéa 2, et 263, § 2,

Arrête :

Article 1^{er}. La déclaration urbanistique préalable visée à l'article 263, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine est arrêtée conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Elle constitue l'annexe 52 du Code précité.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 mars 2006.

A. ANTOINE